

Note de synthèse

# Rwanda : profil macroéconomique et commercial

## Opportunités et enjeux dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECA

Sherillyn Raga

---

Janvier 2022



Série de notes de synthèse de l'ODI–GIZ sur la ZLECA

### Messages clés

---

- La pandémie de Covid-19 a induit une contraction de l'économie rwandaise de 3,4 % en 2020, contre une croissance de 9,5 % en 2019. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance de 5,1 % et 7 % pour le Rwanda en 2021 et 2022, respectivement, mais il existe des risques liés la dette publique et aux prêts non productifs.
- Le Rwanda importe plus qu'il n'exporte. En 2020, le commerce total de biens (importations + exportations) a augmenté de 24 %, atteignant l'équivalent de 45 % du PIB, grâce à l'augmentation substantielle des exportations et des importations d'or dans toutes les catégories de produits.
- Deux tiers des exportations totales du Rwanda de 2015 à 2019 étaient constitués d'or, de thé, de café et de minerais et concentrés de niobium, tantale, vanadium et étain. Il existe des opportunités de soutenir l'exportation de produits à base de blé, de légumineuses, de préparations alimentaires, de substituts de café, de farine de maïs et de matelas, compte tenu de l'augmentation de la demande mondiale et de l'efficacité du Rwanda pour ces produits.
- Les investissements directs à l'étranger (IDE) au Rwanda n'ont cessé d'augmenter au cours des deux dernières décennies, le stock d'IDE atteignant 2,6 milliards de dollars en 2019. La rentabilité des capitaux propres sur les IDE au Rwanda est de 13,2 %, un chiffre supérieur à la moyenne mondiale de 6 %, en 2018.
- Le Rwanda a été un importateur net de biens en provenance d'Afrique, le commerce intra-africain total représentant environ 30 % du commerce total de biens du Rwanda à partir de 2019. Le Rwanda bénéficie de coûts de transaction moins élevés de la

part de la plupart des membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de la Communauté est-africaine (CEA).

- Les simulations suggèrent que le Rwanda aura des gains commerciaux et de bien-être plus faibles par rapport aux autres pays africains dans le cadre du scénario de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). Le Rwanda doit encore commercialiser dans le cadre de la ZLECA et bénéficierait de la mise en œuvre d'une stratégie nationale de la ZLECA et de la préparation des prochaines phases de négociations de la ZLECA.

## Remerciements

---

L'auteur tient à remercier Maximiliano Mendez-Parra, Dirk Willem te Velde et Matildah Mukankundiye pour leurs commentaires sur les versions précédentes du rapport. L'auteur est reconnaissant pour le soutien financier de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au nom du gouvernement allemand. Les opinions présentées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles de la GIZ, du gouvernement allemand ou de l'ODI. Les commentaires sont les bienvenus à l'adresse [s.raga@odi.org.uk](mailto:s.raga@odi.org.uk).

### À propos de cette publication

Ce document vise à informer les parties prenantes concernées, y compris le secteur privé et les experts non ZLECA, sur la situation économique actuelle du Rwanda et la mise en œuvre de la ZLECA. Le document est structuré comme suit. La section 1 traite du développement socio-économique récent du Rwanda, suivi du paysage commercial et de l'environnement d'affaires du pays (section 2). La section 3 présente la performance du commerce intra-africain du Rwanda et le statut de la mise en œuvre de la ZLECA. La dernière section résume l'analyse du document par une présentation SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces).

Ce document fait partie de la série de notes de synthèse de l'ODI-GIZ dans le cadre d'un projet plus vaste intitulé : « Programme de soutien de la GIZ à la ZLECA ». Ce programme soutient les partenaires de la GIZ aux niveaux continental (Commission de l'UA, Secrétariat de la ZLECA), régional (actuellement la Communauté est-africaine, CEA, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO, le projet de Communauté de développement de l'Afrique australe, SADC) et national dans les négociations et la mise en œuvre de la ZLECA.

**Avertissement:** Le contenu de cette publication a été produit rapidement afin de fournir des idées et des analyses préliminaires sur un thème donné. Il a été relu et édité, mais les processus rigoureux habituels n'ont pas nécessairement été appliqués.

### À propos de l'auteur

Sherilyn Raga est chargée de recherche à l'ODI.

# 1 Développements socio-économiques récents

Le Rwanda a réalisé d'importants progrès en matière de développement économique et social depuis le génocide et la guerre civile de 1994 (tableau 1). La pandémie de Covid-19 a cependant gravement affecté l'économie rwandaise. Pour la première fois en plus de deux décennies, le PIB du Rwanda a diminué de 3,4 % en 2020, sous l'effet d'un arrêt du tourisme, des services et des activités industrielles (FMI, 2021b). L'inflation moyenne annuelle s'est accélérée, le déficit commercial s'est creusé et le franc rwandais s'est déprécié (BNR, 2021 ; FMI, 2021b). Le taux de chômage a atteint un pic de 22 % en mai 2020, avec un impact disproportionné sur les femmes (Banque mondiale, 2020 ; BAD, 2021). En conséquence, on estime que 600 000 Rwandais sont tombés dans la pauvreté en 2020 et 2021 (Banque mondiale, 2021a).

Néanmoins, on estime que les mesures budgétaires du Rwanda ciblant les besoins économiques et sociaux a limité l'impact de la crise (FMI, 2021b). Les dépenses du Rwanda liées à la Covid-19 dans le cadre de son plan de relance économique s'élevaient à 6,3 % du PIB (ibid.) - un chiffre relativement plus élevé que les mesures de sauvetage des pays d'Afrique subsaharienne (3,5 % du PIB) mais nettement inférieur à ceux annoncés dans les pays du G20 (22 %).<sup>1</sup>

**Tableau 1 Données nationales et indicateurs sociaux du Rwanda**

Capitale : Kigali			
Superficie : 26 338 km <sup>2</sup> ; partage des frontières avec le Burundi, la République démocratique du Congo, la Tanzanie et l'Ouganda.			
Langues : kinyarwanda, anglais, français			
Religion : principalement catholiques, protestants et adventistes.			
Monnaie ; taux de change : Franc rwandais (FRw) ; 1009,6 FRw par USD à compter du 31 décembre 2021.			
	2000	2010	2020/Dernière année disponible
Population (millions)	7,9	10,0	13,0
Taux de dépendance (%) <sup>1</sup>	85,4	74,3	68,8
Espérance de vie (années)	48,6	63,4	69 <sup>2</sup>
Nombre moyen d'années de scolarité	2,3	3,8	4,4 <sup>3</sup>
RNB par habitant (en dollars constants PPA 2017)	861,2	1 495,1	2 051,5
Taux de pauvreté (% de la population) vivant avec moins de 1,9 \$ par jour, PPA 2011)	78	63,2	56,5 <sup>4</sup>

<sup>1</sup> Calculs de l'auteur basés sur les données de la base de données de la Revue financière du FMI d'avril 2021. Les agrégats pour le G20 et l'Afrique subsaharienne sont pondérés par le PIB.

	2000	2010	2020/Dernière année disponible
Taux de chômage (%)	0,8	1,1	1,4
Indice d'inégalité entre les sexes <sup>5</sup>	0,554	0,445	0,402 <sup>2</sup>
Indice de développement humain <sup>6</sup>	0,341	0,492	0,543 <sup>2</sup>

Notes : 1 taux de dépendance des jeunes (0-14 ans) par rapport à la population en âge de travailler (15-64 ans) ; 2 à partir de 2019 ; 3 à partir de 2019 ou dernière année disponible ; 4 à partir de 2016 ; 5 score plus élevé = plus grande inégalité entre les sexes ; 6 score plus élevé = meilleur développement humain ; RNB = revenu national brut ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

Sources : CEA (2021) ; NISR (2014) ; WDI (2021) ; PNUD (2021) ; site web de la Banque nationale du Rwanda (BNR).

L'économie rwandaise devrait rebondir avec une croissance de 5,1 % en 2021 et retrouver sa tendance pré-pandémique en 2023 (FMI, 2021b ; tableau 2). Des risques de dégradation des perspectives de croissance pourraient découler d'un « risque modéré » de surendettement et d'augmentation des prêts non productifs, et si l'épidémie de Covid-19 se prolonge et/ou si l'accès aux vaccins est limité (FMI, 2021b). Le Trésor public rwandais prévoit des taux de croissance similaires à ceux du FMI pour les quatre prochaines années, soutenus par une activité robuste attendue dans l'agriculture, l'industrie, les mines et la construction (Uwiringiyimana, 2021).

**Tableau 2 Performances et prévisions macroéconomiques et financières sélectionnées**

	2019	2020	2021f	2022f	2023f
PIB réel (croissance en %)	9,5	-3,4	5,1	7,0	8,1
Prix à la consommation (moyenne de la période, croissance en %)	2,4	7,7	2,4	4,9	5,8
Investissement total (% du PIB)	26,2	24,5	24,2	26,8	28,8
Recettes publiques et subventions, exercice financier (% du PIB)	23,6	23,3	25,0	24,2	24,4
Dépenses publiques, exercice financier (% du PIB)	31,8	32,4	34,2	32,8	32,0
Solde budgétaire global, exercice financier (% du PIB)	-8,1	-9,1	-9,2	-8,6	-7,5
Dette publique, garanties comprises (% du PIB)	58,1	71,3	79,1	81,3	81,1
Crédit au secteur non gouvernemental (croissance en %)	12,6	21,8	10,0	12,7	14,6
Solde du compte courant (% du PIB)	-12,1	-12,2	-13,4	-12,2	-11,2
Envois de fonds <sup>1</sup> (% du PIB)	2,4	2,7	2,8	3,0	3,0
Réserves internationales brutes (mois d'importations potentielles)	5,9	6,0	5,1	4,5	4,0

Notes : 1 calcul des auteurs à partir des projections d'envois de fonds du FMI (2021b) et du PIB en prix courants du FMI (2021a) ; l'exercice financier va de juillet à juin ; « f » indique une prévision.

Sources : FMI (2021a) ; FMI (2021b). Largement basé sur le FMI (2021b), complété par le FMI (2021c) pour les données de 2019.

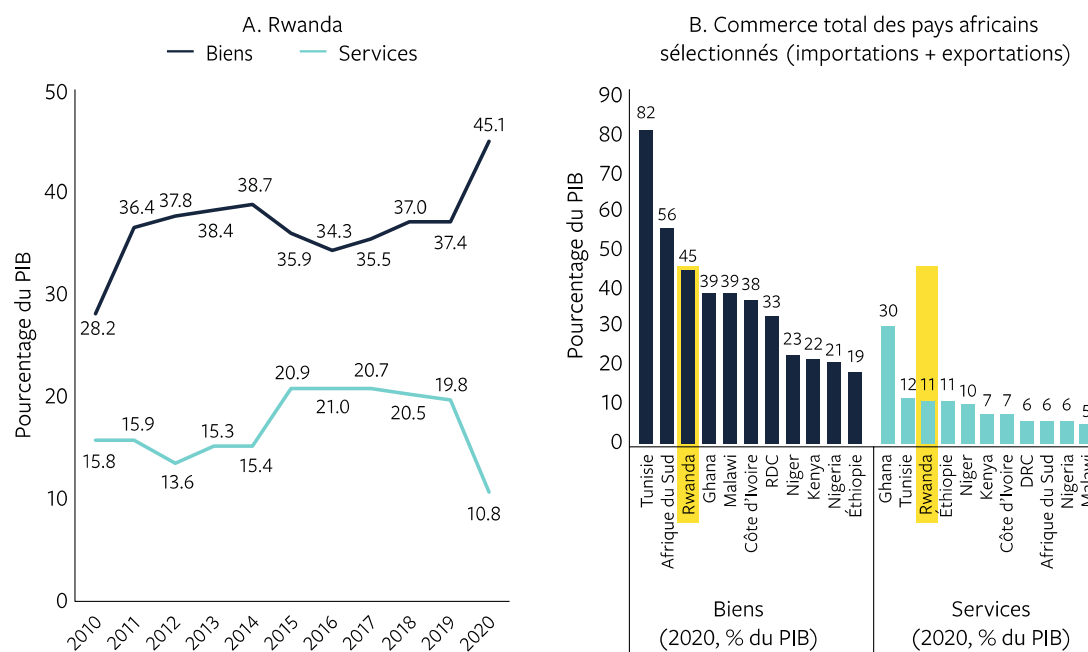
# 2 Paysage commercial et environnement d'affaires

## 2.1 Paysage commercial

En moyenne, de 2011 à 2020, le commerce total (c'est-à-dire les exportations + les importations) de biens et de services était équivalent à 55 % du PIB. Notamment, le Rwanda a été un importateur net de biens et de services au cours de la dernière décennie. En 2020, les exportations de biens et de services ont atteint 1,9 milliard de dollars (18,4 % du PIB) tandis que les importations de biens et de services se sont élevées à 4 milliards de dollars (37,6 % du PIB). Au cours de la pandémie, le commerce total de biens a augmenté de 24 %, atteignant l'équivalent de 45 % du PIB, grâce à l'augmentation substantielle des exportations et des importations d'or dans toutes les catégories de produits. Dans le même temps, le commerce total des services s'est contracté de 43 %, atteignant l'équivalent de seulement 10,8 % du PIB (figure 1).

**Figure 1 Commerce total du Rwanda et de certains pays africains**

**(exportations + importations) de biens et services (en % du PIB)**



Source : calculs de l'auteur basés sur les données de la CNUCED.

Dix produits ont constitué les deux tiers des exportations totales du Rwanda au cours des cinq dernières années. Il s'agit principalement de l'or brut, du thé noir, du

café non torréfié ou décaféiné, et des minerais et concentrés de niobium, de tantale, de vanadium et d'étain.<sup>2</sup> Notamment en 2019, la part de l'or dans le total des exportations de biens rwandais a substantiellement augmenté à 38,9 % par rapport à 2015 (figure 2). Cela est dû à l'augmentation de la valeur des exportations d'or brut du Rwanda de 313 % à 303,4 millions de dollars en 2019, car le Rwanda a créé sa première raffinerie d'or et les prix mondiaux de l'or ont augmenté.<sup>3</sup> Dans un contexte d'augmentation des prix mondiaux de l'or en 2020, la Banque nationale du Rwanda (BNR, 2020 ; 2021) suggère que les recettes des exportations d'or rwandaises ont augmenté de 755 % et de 16,6 % au cours des exercices financiers 2019/2020 et 2020/21.

Les principales destinations des exportations rwandaises se sont alignées sur les changements dans la composition des principaux produits d'exportation. En 2019, les principales exportations de biens étaient destinées aux Émirats arabes unis (EAU), à la République démocratique du Congo (RDC), à la Suisse, au Pakistan et au Royaume-Uni (RU).<sup>4</sup> Le Rwanda a principalement exporté de l'or vers les EAU, du blé ou de la farine de méteil vers la RDC, du café vers la Suisse et le Royaume-Uni, et du thé vers le Pakistan.

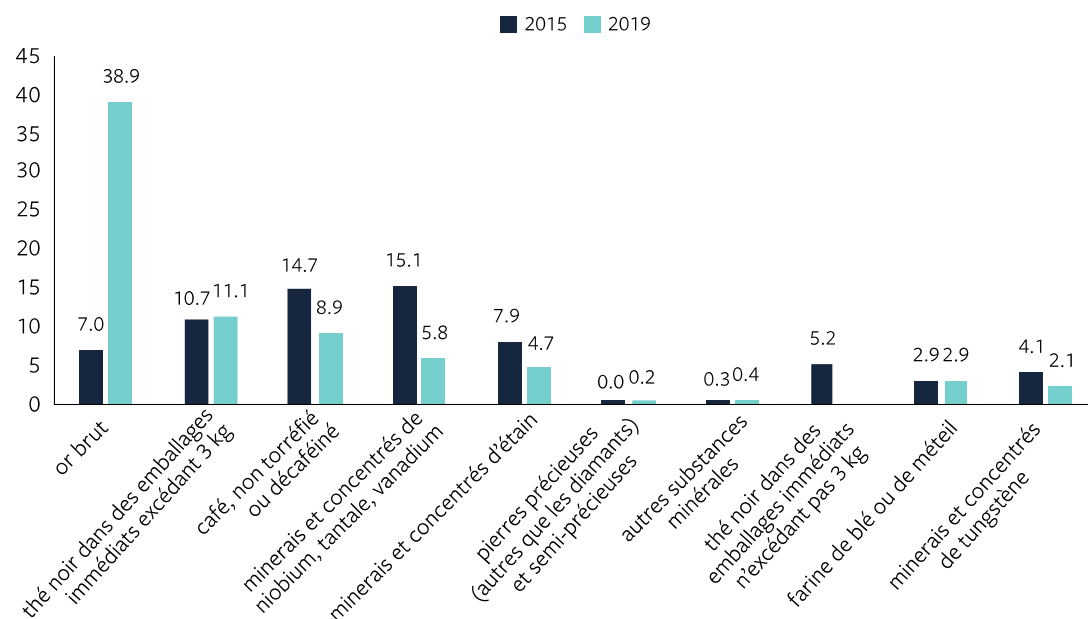
---

<sup>2</sup> Calculé à partir des données de la CNUCED. Part moyenne annuelle (%) du total des exportations rwandaises de 2015 à 2019.

<sup>3</sup> Calculé à partir des données de la CNUCED pour les exportations d'or rwandaises, et de la Banque mondiale (« Pink Sheet ») pour les prix mondiaux de l'or qui ont augmenté de 9,7 % en 2019 et de 27 % en 2020.

<sup>4</sup> Calculs/analyse des auteurs sur la base des données de la CNUCED.

**Figure 2 Les 10 principaux produits d'exportation du Rwanda, 2015 et 2019, part (%) du total des exportations de biens.**



Source : calculs de l'auteur basés sur les données de la CNUCED (catégorie de produits à 6 chiffres).

Les principaux produits importés par le Rwanda sont les produits pétroliers (16,8 %), l'or brut (7,6 %), les médicaments (3,8 %), le sucre (2,4 %) et les téléphones portables (2,2 %), en moyenne de 2015 à 2019. La flambée de l'or brut importé en 2019 peut s'expliquer en grande partie par l'or importé par le Rwanda pour être transformé (Banque mondiale, 2021c). La moitié des importations totales du Rwanda provient de cinq pays principaux : la Chine, l'Inde, les EAU, l'Ouganda et le Kenya.<sup>5</sup> Les principales importations rwandaises en provenance de ces pays sont les téléphones portables (Chine), les produits pétroliers (Inde et EAU), le ciment (Ouganda) et l'or brut (Kenya).<sup>6</sup>

Nous étudions l'efficacité (en termes d'avantage comparatif révélé ou ACR) et la demande mondiale (de tous les pays) pour les 25 principaux produits exportés par le Rwanda (représentant 90 % des exportations totales du Rwanda) au cours des cinq dernières années (c'est-à-dire de 2015 à 2019, ou les dernières données disponibles). Le tableau 3 présente les produits rwandais qui peuvent être soutenus par la promotion ou l'intervention à l'exportation pour accroître la compétitivité.

<sup>5</sup> Calculs/analyse des auteurs sur la base des données de la CNUCED.

<sup>6</sup> Calculs/analyse des auteurs sur la base des données de la CNUCED.

**Tableau 3 Produits d'exportation pour la promotion et l'intervention ciblée**

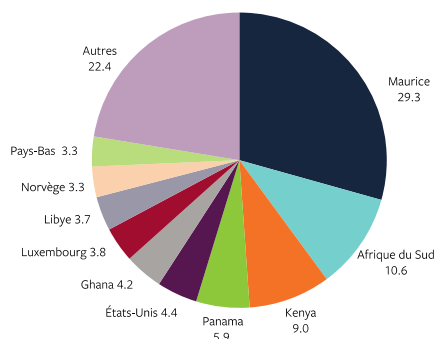
	<b>Augmentation de l'ACR (par exemple, pour la promotion, la facilitation des exportations)</b>	<b>Diminution de l'ACR (par exemple, intervention pour accroître la compétitivité)</b>
<b>Augmentation de la demande mondiale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• blé</li> <li>• son, remoulages et autres résidus de blé et de légumineuses</li> <li>• préparations alimentaires</li> <li>• substituts de café</li> <li>• plomb</li> <li>• haricots</li> <li>• pierres précieuses (à l'exception des diamants) et semi-précieuses</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• minerais et concentrés de niobium, tantale, vanadium et étain</li> <li>• substances minérales</li> <li>• farine de maïs</li> <li>• produits de matelas</li> </ul>
<b>Diminution de la demande mondiale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• or brut</li> <li>• thé noir, emballages excédant 3 kg</li> <li>• ciment Portland autre que blanc</li> <li>• bovins autres que le bétail et les buffles</li> <li>• rubis, saphirs et émeraudes</li> <li>• barres et tiges en acier de décolletage</li> <li>• haricots de l'espèce Vigna mungo</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• café, non torréfié ou décaféiné</li> <li>• thé noir, emballage n'excédant pas 3 kg</li> <li>• minerais et concentrés de tungstène</li> <li>• tourteaux et autres résidus solides</li> <li>• cuirs et peaux entiers non fendus</li> </ul>

Source : compilation de l'auteur basée sur les données de la base de données World Integrated Trade Solutions (WITS).

## 2.2 Investissements directs à l'étranger

Les investissements directs étrangers (IDE) au Rwanda n'ont cessé d'augmenter au cours des deux dernières décennies, les flux et le stock d'IDE atteignant respectivement 420 millions et 2,6 milliards de dollars en 2019.<sup>7</sup> En 2020, dans un contexte de Covid-19, la CNUCED (2021) estime toutefois que les entrées d'IDE au Rwanda ont diminué à 135 millions de dollars, tandis que le stock d'IDE est resté à son niveau de 2019. Les données de 2018 indiquent que les flux d'IDE les plus élevés, d'une valeur de 144,8 millions de dollars (37,9 % du total), sont allés au secteur de l'électricité, du gaz et de la vapeur, tandis que la plupart des stocks d'IDE, d'une valeur de 663,7 millions de dollars (29,1 % du total), sont allés au secteur des TIC (BNR, 2019). Les IED en provenance de Maurice ont augmenté de 240 % (à 796 millions de dollars) de 2014 à 2018, contribuant à un tiers des entrées et du stock d'IED au Rwanda (figure 3).

**Figure 3 Sources (stock) d'IDE (part annuelle moyenne (%)) du total des IDE, 2014-2018.**



Source : calculs de l'auteur basés sur les données de la BNR (2019).

En 2018, la rentabilité moyenne des capitaux propres<sup>8</sup> sur les IDE au Rwanda est de 13,2 % (supérieur à la moyenne mondiale de 6 %) et peut atteindre 47,5 % dans les

<sup>7</sup> Calculs des auteurs basés sur les données de la CNUCED.

<sup>8</sup> La rentabilité des capitaux propres (RCP) est le montant du bénéfice net rapporté en pourcentage des capitaux propres d'un actionnaire (BNR, 2019).

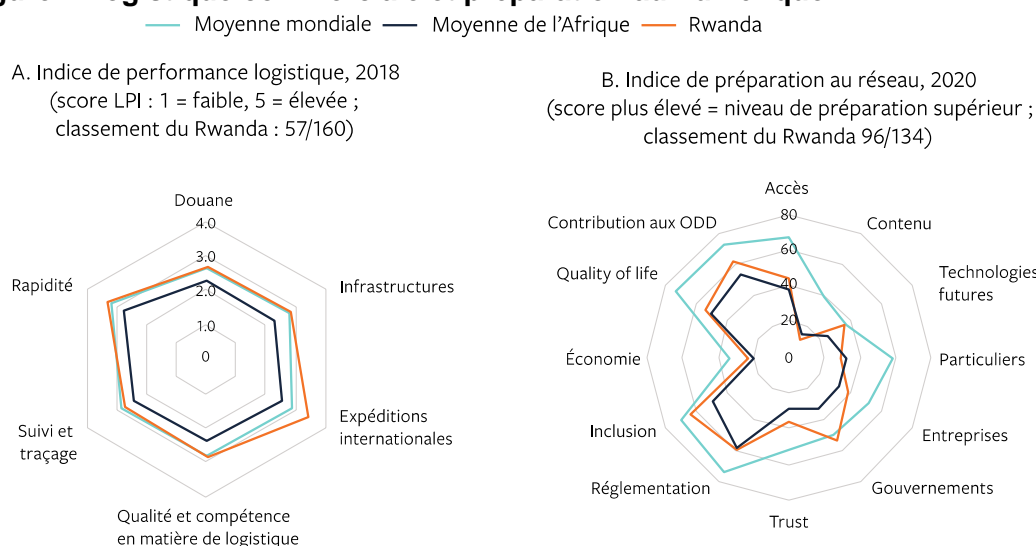


transports, 20,7 % dans le secteur agricole et 15 % dans les activités financières (BNR, 2019). On estime que les entités privées étrangères génèrent 73 695 emplois (ibid.).

## 2.3 Environnement d'affaires

Dans l'ensemble, le Rwanda se classe mieux que ses homologues africains pour plusieurs indicateurs de la logistique commerciale et de l'environnement réglementaire, avec des scores supérieurs à la moyenne mondiale pour certains indicateurs spécifiques. Le Rwanda a obtenu un meilleur score que les autres pays africains dans la mesure de la performance de la logistique commerciale de la Banque mondiale - se classant 57<sup>e</sup> sur 160 pays en 2018. Le Rwanda a obtenu le meilleur score en matière d'expéditions internationales avec 3,4 (5 étant le meilleur, ce qui correspond à la Corée du Sud), et a obtenu de meilleurs résultats que la moyenne mondiale pour le reste des indicateurs de logistique commerciale, à l'exception du suivi et de la traçabilité (figure 4A). Le Rwanda obtient également de bons résultats par rapport à 87 pays de l'Association internationale de développement dans l'évaluation des politiques et des institutions nationales 2019 de la Banque mondiale pour tous les indicateurs,<sup>9</sup> obtenant les meilleurs résultats en matière d'environnement réglementaire des entreprises, d'égalité des sexes, de durabilité environnementale et de commerce.

**Figure 4 Logistique commerciale et préparation au numérique**



Sources : les données de la figure 4A sont basées sur la base de données de la Banque mondiale ; la figure 4B est basée sur les données du NRI sur le site [networkreadiness.org](http://networkreadiness.org) par l'Institut Portulans. Les scores agrégés (monde et UA) sont basés sur une moyenne simple.

Une enquête de la Société financière internationale (2018) auprès d'investisseurs basés au Rwanda met en avant la stabilité et l'environnement réglementaire du pays comme principale raison d'investir au Rwanda. L'enquête souligne également que la majorité des investisseurs trouvent le Rwanda « attrayant » ou « très attrayant », plus que le Kenya, la Tanzanie ou l'Ouganda (ibid.). Toutefois, ils ont signalé des problèmes majeurs liés à la petite taille du marché du pays, aux difficultés d'accès à une main-d'œuvre locale de qualité et aux coûts de production élevés liés au fret aérien, au financement et à l'électricité (ibid.). Cela correspond à

<sup>9</sup> Calculs des auteurs basés sur les données de la CPIA de la base de données de la Banque mondiale consultée en août 2021.

une enquête sur la perception des investisseurs (BNR, 2019), dans laquelle le score le plus élevé a été attribué à la gouvernance du pays et le plus faible aux ressources intérieures (par exemple, les fournitures locales et les coûts de la main-d'œuvre). Il reste également des défis à relever concernant le contenu technologique numérique pouvant être déployé localement et l'utilisation individuelle de la technologie (figure 4B). Sur la base de l'examen des politiques commerciales de l'Organisation mondiale du commerce (2019) pour le Rwanda, la législation approuvée entre 2011 et 2018 pour améliorer l'environnement d'affaires couvrait la fiscalité, les droits et charges sur les importations, les régimes d'investissement (par exemple, promotion, facilitation, partenariats public-privé, zones économiques, régime foncier), les marchés publics et les mesures sanitaires et phytosanitaires. La CNUCED (2021) souligne les efforts déployés par le Rwanda pour attirer les IED, notamment en accordant des taux d'imposition préférentiels aux investisseurs qui réaliseraient des investissements conformes aux Objectifs de développement durable, par exemple dans la production, la transmission et la distribution d'énergie, qu'il s'agisse de tourbe, d'énergie solaire, géothermique, hydraulique, de biomasse, de méthane ou d'énergie éolienne. Le Rwanda a également adopté récemment une loi prévoyant des incitations pour réduire les coûts opérationnels, attirer les talents et promouvoir l'innovation et la diversification dans les entreprises (ibid.). En février 2021, le Rwanda a également révisé le Code des investissements pour introduire de nouveaux secteurs et activités prioritaires et adopter plusieurs nouvelles incitations fiscales pour les investisseurs philanthropiques, les investisseurs providentiels (business angels) ou les projets d'investissement stratégiques (ibid.).

## 3 Performance du commerce intra-africain et ZLECA

### 3.1 Contexte : Commerce de biens du Rwanda avec l'Afrique

Le Rwanda a été un importateur net de biens en provenance d'autres pays africains<sup>10</sup> - les importations et les exportations atteignant 916,5 millions de dollars et 165,9 millions de dollars, respectivement, à partir de 2019 (figure 5). Un tiers des importations totales de biens du Rwanda proviennent d'Afrique, tandis que la part des exportations de biens à destination de l'Afrique a oscillé autour de 14 % de 2017 à 2019 (figure 5). La part du commerce total de biens intra-africains (exportations + importations) dans le commerce total de biens du Rwanda est passée de 24,6 % en 2017 à 28,2 % en 2019, sous l'effet de l'augmentation des importations du Rwanda en provenance du continent.

En moyenne de 2017 à 2019, les principales exportations du Rwanda vers les pays africains comprenaient de la farine de blé ou de méteil (13,1 %), du son, des remoulages et des résidus de légumineuses (11,2 %), du thé noir (5,4 %), du ciment Portland (5,4 %), de l'or brut (4,5 %), des bovins (4 %) et de la farine de maïs (3,9 %).<sup>11</sup> Parallèlement, un quart des importations rwandaises en provenance d'Afrique était constitué d'or brut, suivi du ciment Portland (6,1 %), du saccharose chimiquement pur (6 %), du maïs et des graines de maïs (3,6 %) et des produits à base de savon (2,2 %).<sup>9</sup> Au cours de la même période, les cinq principales destinations africaines des exportations du Rwanda sont la RDC (38,5 %), l'Ouganda (19,9 %), le Kenya (10 %), la Tanzanie (7,77 %) et le Burundi (7,1 %).<sup>12</sup> Les cinq principales sources africaines des importations rwandaises sont le Kenya (26,2 %), l'Ouganda (23,1 %), la Tanzanie (21,2 %), l'Afrique du Sud (10,3 %) et la Zambie (4,5 %).

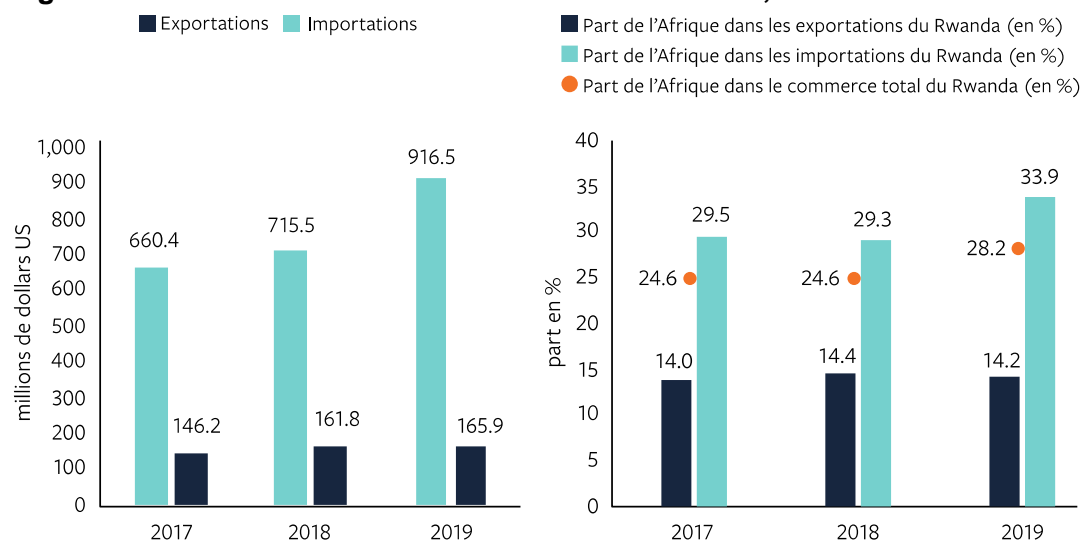
---

<sup>10</sup> Pour des raisons de cohérence, « intra-africain » dans cette figure fait référence au commerce du Rwanda avec 34 pays africains disposant de données complètes sur les exportations et les importations de biens de 2017 à 2019.

<sup>11</sup> Calculs des auteurs basés sur les données WITS (catégories de produits à 6 chiffres).

<sup>12</sup> Calculs des auteurs basés sur les données WITS couvrant 34 membres de l'UA avec des données complètes sur le commerce de biens (exportations et importations) avec le Rwanda de 2017 à 2019.

**Figure 5 Commerce intra-africain de biens du Rwanda, 2017-2019**



Note : pour des raisons de cohérence, « intra-africain » dans cette figure fait référence au commerce du Rwanda avec 34 pays africains disposant de données complètes sur les exportations et les importations de biens de 2017 à 2019.

Source : calculs de l'auteur basés sur les données de la base de données World Integrated Trade Solutions (WITS).

Les taux de droits de douane de la nation la plus favorisée (NPF) pondérés par le commerce imposés par le Rwanda sur ses importations en provenance des pays africains allaient de zéro pour la Guinée équatoriale à 40,4 % pour l'Angola en 2019.<sup>13</sup> Le Rwanda accorde des tarifs préférentiels à 14 pays africains<sup>14</sup> qui, comme lui, sont membres d'au moins une ou de toutes les communautés régionales - la CAE, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et le COMESA. Dans le cadre de la ZLECA, les droits de douane seront progressivement libéralisés par étapes, à l'exception des produits « sensibles » et des « listes d'exclusion ». Les tarifs seront libéralisés (jusqu'à zéro) pour 90 % des lignes tarifaires sur une période de dix ans pour les pays les moins avancés (PMA) et de cinq ans pour les non PMA (Secrétariat de la ZLECA, 2021). Les produits sensibles ne doivent pas dépasser 7 % du total des lignes tarifaires, tandis que la liste d'exclusion ne doit pas dépasser 3 % du total des lignes tarifaires, la valeur limite des importations intra-africaines ne devant pas dépasser 10 % (ibid.).

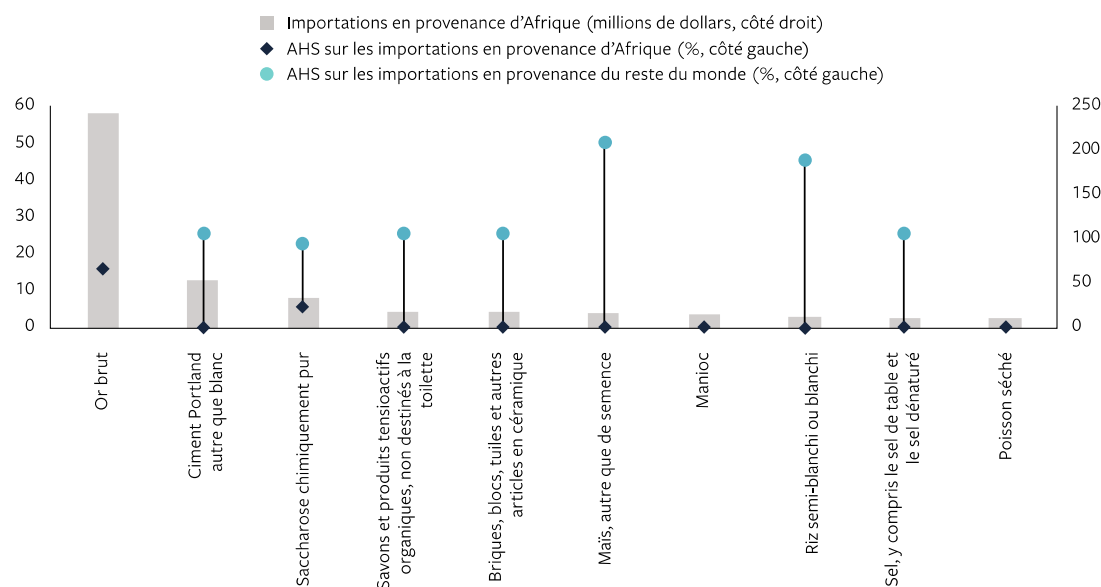
La figure 6 montre les 10 principales importations du Rwanda en provenance des pays africains, qui représentent la moitié des importations du Rwanda en provenance du continent. Le PAPA est défini par la base de données WITS comme étant les taux tarifaires préférentiels existants les plus bas ou les tarifs NPF appliqués. La figure 6 montre également que les PAPA imposés par le Rwanda sur les importations en provenance d'Afrique sont inférieurs aux PAPA imposés sur les importations en provenance du reste du monde de 17 à 50 points de pourcentage, ce qui fait qu'il est judicieux pour le Rwanda d'importer ces produits des voisins africains. Bien que cela soulève une enquête plus approfondie sur la question de la

<sup>13</sup> Basé sur la base de données World Trade Integrated Solutions.

<sup>14</sup> Les 14 pays où le Rwanda bénéficie de tarifs préférentiels : Burundi, République démocratique du Congo, Égypte, Éthiopie, Djibouti, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Seychelles, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.

diversion commerciale - si le Rwanda a pu se détourner d'un fournisseur plus efficace (mais sans traitement préférentiel, étant en dehors d'un accord commercial) vers un fournisseur moins efficace (mais avec un traitement préférentiel dans un accord commercial). La PAPA de 15,8 % sur l'or brut importé par le Rwanda reflète la PAPA de 25 % imposée à trois sources principales - le Burkina Faso, le Cameroun et l'Afrique du Sud - qui ont fourni ensemble 63 % de toutes les importations de ce produit par le Rwanda en 2019.

**Figure 6 Taux de droits effectivement appliqués (TSA) sur les principaux produits importés par le Rwanda en provenance d'Afrique et du reste du monde, 2019 (%)**



À noter : l'or brut, le manioc et le poisson séché sont tous importés de pays africains à partir de 2019.  
 Source : Basé sur la base de données World Trade Integrated Solutions

Les mesures non tarifaires (MNT), notamment les mesures sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce, l'inspection avant expédition et le contrôle des prix et de la qualité, - dont le nombre varie de 60 à 768 MNT imposées par le Niger et Maurice, respectivement<sup>15</sup> - affectent également les importations du Rwanda en provenance d'autres membres de l'UA. Cependant, le nombre de MNT n'indique pas l'ampleur de la restriction des échanges. La figure 7 montre les coûts commerciaux équivalents<sup>16</sup> ad valorem qui intègrent non seulement les coûts de transport international et les droits de douane, mais aussi d'autres coûts commerciaux, notamment les coûts directs et indirects liés aux différences de langues, de monnaies et de procédures lourdes d'importation ou d'exportation.<sup>17</sup>

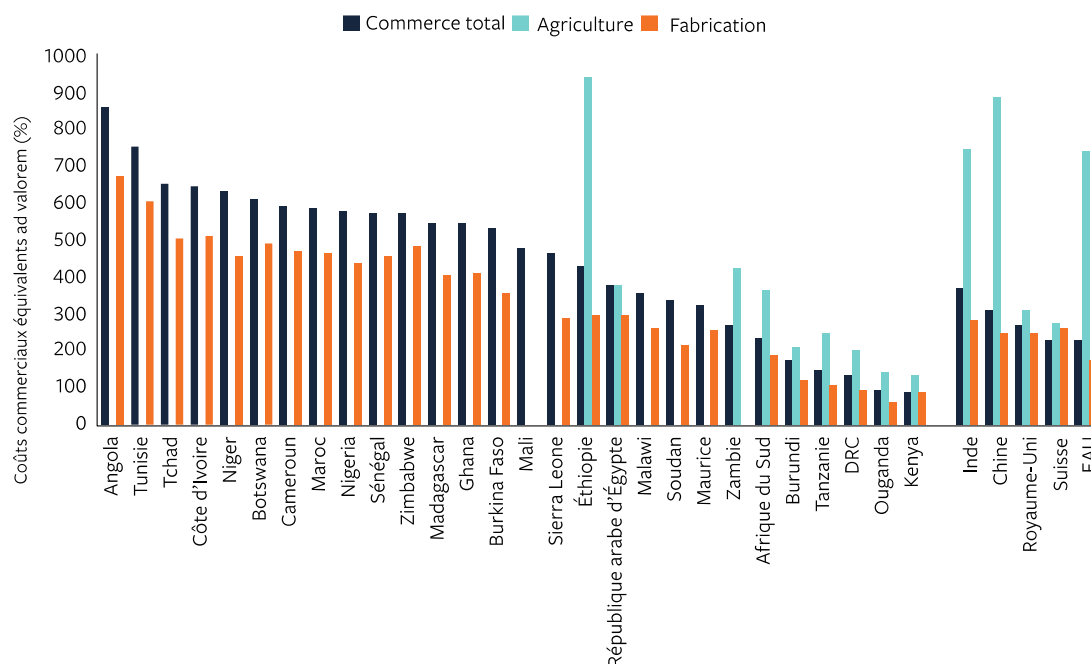
<sup>15</sup> Calculs de l'auteur basés sur la base de données du TRAINS, consultée en septembre 2021.

<sup>16</sup> Ou en proportion de la valeur estimée des biens.

<sup>17</sup> Il convient de noter que cette mesure est une moyenne pour tous les biens échangés, dont certains peuvent ne pas être échangés (ou très peu) dans la pratique en raison de coûts commerciaux prohibitifs. Cette mesure, élaborée par la CESAP-Banque mondiale (2017), comprend tous les coûts liés au commerce international de biens avec un autre partenaire (c'est-à-dire de manière bilatérale) par rapport à ceux liés au commerce de biens au niveau national.

Sur la base de cette mesure, le commerce entre le Rwanda et l'Angola implique des coûts supplémentaires s'élevant à environ 866 % de la valeur des biens, par rapport à la situation lorsque ces deux pays échangent des biens à l'intérieur de leurs frontières. En d'autres termes, le commerce avec l'Angola est environ neuf fois plus cher que le commerce à l'intérieur des frontières du Rwanda (et vice versa).<sup>18</sup> La figure suggère également qu'à l'exception de quelques membres du COMESA et/ou de la CEA, les coûts des échanges bilatéraux du Rwanda sont plus élevés avec la plupart des partenaires africains qu'avec ceux qui se trouvent en dehors de la région (par exemple, les EAU, la Suisse, le Royaume-Uni, la Chine, l'Inde), en particulier pour les produits non agricoles, ce qui représente à la fois un défi et une opportunité pour accroître le commerce intracontinental du Rwanda.

**Figure 7 Coûts commerciaux bilatéraux ad valorem entre le Rwanda et ses partenaires respectifs (% , moyenne 2012-2016)**



Source : base de données de la Banque mondiale

### 3.2 Statut de la mise en œuvre de la ZLECA par le Rwanda

Le gouvernement rwandais a déposé son instrument de ratification auprès de la Commission de l'UA le 26 mai 2018 (UA, 2020). Au 4 octobre 2021, 41 pays se sont conformés à leurs exigences nationales pour la ratification de la ZLECA, dont 38 ont déposé leurs instruments de ratification à la Commission de l'UA (tralac, 2021). En mars 2021, la ZLECA a obtenu 90 % des offres tarifaires et 34 % des offres de services (UA, 2021). Les pays qui ratifient l'accord peuvent commercer entre eux sur la base de leurs concessions tarifaires et de leurs règles d'origine. En janvier 2022, il y a peu d'informations sur le niveau de mise en œuvre de la ZLECA au niveau national.

<sup>18</sup> Voir Arvis et al. (2012) pour une discussion complète de la méthodologie.

Au niveau régional, la CAE (dont le Rwanda est membre) a convenu de 87 % des produits et doit encore se mettre d'accord sur les 3 % restants des produits à échanger dans le cadre de la ZLECA au 6 janvier 2022 (Kagina, 2022). Pour aider à rendre la ZLECA opérationnelle, le Rwanda a également lancé un processus visant à adopter les tarifs préférentiels proposés et l'élimination des barrières non tarifaires au sein de la CEEAC (Kagina, 2021).

Une simulation de la Banque mondiale (2020) suggère que les gains du Rwanda découlant de la ZLECA (par rapport au scénario non ZLECA) en termes de revenus, d'exportations et d'importations se situent au bas de l'échelle par rapport aux autres pays africains. Par exemple, la valeur des exportations intra-africaines de l'Égypte devrait augmenter de 11 milliards de dollars, tandis que les exportations rwandaises vers l'Afrique devraient augmenter de moins d'un milliard de dollars. Le Rwanda est également l'un des 10 (sur 24) pays qui devraient connaître une baisse des recettes fiscales provenant des importations dans le cadre du scénario ZLECA par rapport au scénario de base (ibid.). L'emploi dans le secteur des loisirs et des services du Rwanda - qui tend à être à forte intensité de main-d'œuvre et à employer des femmes - devrait diminuer dans le cadre du scénario ZLECA (ibid.). Une autre étude réalisée par Shinyekwa et al. (2020) suggère que, dans le cadre de la ZLECA, le Rwanda est susceptible d'encourir des pertes de recettes tarifaires, et de subir un détournement de commerce et des effets négatifs sur le bien-être.

Le gouvernement rwandais et le secteur privé ont pris des mesures pour accroître la sensibilisation à la ZLECA. Le Ministère rwandais du commerce et de l'industrie (MINICOM) a annoncé que le pays était prêt à commercer dans le cadre de la ZLECA en janvier 2021. (Mxo, 2021). Le MINICOM, en consultation avec le secteur privé, a identifié les produits suivants prêts à l'exportation pour la ZLECA : thé, café, céréales, produits laitiers, produits à base d'huile animale et végétale, produits miniers, matériaux de construction, cuirs et peaux, et textiles (Mwai, 2021). En termes de services, le MINICOM s'intéresse également à l'avantage concurrentiel du Rwanda dans les domaines de la finance, du transport, de la communication et de l'architecture (Kagina, 2022). L'office rwandais des recettes a également mis à disposition les documents nécessaires relatifs à la ZLECA sur un portail commercial en ligne ([rwandatrade.rw](http://rwandatrade.rw)) afin de faciliter les exportations dans le cadre du régime de la ZLECA (ibid.).

Entre-temps, le secteur privé rwandais a pris des mesures pour se préparer à la ZLECA (Mwai, 2021 ; EABC, 2021) :

- travailler avec l'Office rwandais de normalisation et l'Office rwandais des produits alimentaires et pharmaceutiques pour garantir le respect des normes de conformité nécessaires aux entreprises
- des engagements avec des organisations homologues pour assurer la reconnaissance mutuelle des normes
- identifier les principaux obstacles (par exemple, les taxes élevées sur le transport aérien) et définir les priorités politiques (par exemple, un point unique pour la taxation, l'harmonisation des normes) au niveau régional pour exploiter le marché de la ZLECA.

Par rapport à d'autres pays d'Afrique, le Rwanda est relativement bien préparé aux prochaines phases des négociations de la ZLECA, puisqu'il dispose de législations pertinentes. Le Rwanda dispose d'une loi sur la concurrence (Dawar et Lipimile,

2020), a promulgué un code des investissements depuis 2015, et une loi sur la protection de la propriété intellectuelle depuis 2009 (OMC, 2019). Le Rwanda a également sa politique de révolution des données, depuis 2017, et a pris de l'ampleur pour se transformer en hub numérique (Banga et al., 2021). Pour permettre une mise en œuvre sans heurts de la ZLECA, le Rwanda aurait intérêt à mettre en œuvre une stratégie nationale pour la ZLECA et à entreprendre une analyse des écarts comparant les engagements aux dispositions de la ZLECA et à la législation et aux réglementations nationales.



# 4 Opportunités et défis pour le commerce et l'investissement au Rwanda

Sur la base de l'analyse de la performance macroéconomique du Rwanda, du paysage du commerce et de l'investissement et de la mise en œuvre de la ZLECA dans les sections précédentes, nous résumons les considérations SWOT suivantes pour les perspectives de commerce et d'investissement du Rwanda.

Forces	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Construit pendant des années un solide capital politique, social et humain.</li> <li>• Croissance forte et rapide avant la pandémie de Covid-19, avec une reprise rapide (en forme de V) attendue entre 2021 et 2023.</li> <li>• Des performances supérieures à la moyenne africaine en termes de logistique commerciale, d'environnement des affaires et de capacité du cadre institutionnel et réglementaire à favoriser une croissance durable.</li> <li>• Les législations et politiques existantes en matière de concurrence, d'investissement et de données numériques, qui sont pertinentes pour la prochaine phase des négociations de la ZLECA.</li> </ul>
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La petite taille du marché du pays.</li> <li>• Les difficultés d'accès à une main-d'œuvre locale de qualité.</li> <li>• Les coûts de production élevés liés au fret aérien, au financement et à l'électricité.</li> <li>• Des produits d'exportation de moins en moins diversifiés (par exemple, une augmentation substantielle des exportations d'or) qui exposent l'économie aux chocs des prix mondiaux.</li> <li>• Des performances relativement faibles par rapport à d'autres pays en termes de contenu et d'utilisation du numérique.</li> </ul>
Opportunités	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Situation géographique stratégique et appartenance à plusieurs communautés régionales en Afrique de l'Est, centrale et australe, qui peuvent être mises à profit pour s'emparer de la base du marché continental.</li> <li>• Un rendement des IDE supérieur à la moyenne mondiale au Rwanda, notamment dans les secteurs du transport, de l'agriculture et de la finance.</li> <li>• Intervention pour stimuler davantage les exportations des principaux produits d'exportation rwandais suivants, dont la demande mondiale est en hausse : blé ; légumineuses ; préparations alimentaires ; substituts de café ; plomb ; haricots ; pierres précieuses (autres que les diamants) et semi-précieuses ; minerais et concentrés de niobium, de tantale, de vanadium et d'étain ; substances minérales ; farine de maïs ; et produits de matelas.</li> </ul>
Menaces (risques)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une demande réduite en cas de pandémie prolongée de Covid-19 et/ou un accès limité ou un déploiement restreint des vaccins contre la Covid-19.</li> <li>• Un risque modéré de surendettement public et d'augmentation des prêts non productifs.</li> <li>• La volatilité des prix mondiaux et les conditions météorologiques défavorables.</li> <li>• Des chocs pétroliers qui augmenteraient la facture des importations et creuseraient le déficit commercial.</li> <li>• Des retards dans la mise en œuvre de la ZLECA ou une préférence accrue pour le commerce en dehors de l'UA en raison des coûts relativement plus élevés du commerce intra-africain et/ou des contraintes législatives nationales.</li> </ul>

# Références

AfCFTA Secretariat (2021) 'Overview: the schedule of tariff concessions' (<https://afcfta.au.int/en/schedules-tariff-concessions>).

AfDB – African Development Bank (2021) *African economic outlook 2021* ([www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2021](http://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2021)).

Arvis, J., Duval, Y., Shepherd, B. and Utoktham, C. (2012) Trade costs in the developing world: 1995–2010. ARTNeT Working Paper Series 121/December 2012. Asia-Pacific Research and Training Network on Trade ([www.unescap.org/sites/default/files/AWP%20No.%20121.pdf](http://www.unescap.org/sites/default/files/AWP%20No.%20121.pdf)).

AU – African Union (2020) 'State parties: ratification status list'. African Union Report (<https://afcfta.au.int/en/documents/2020-12-28/state-parties-ratification-status-list>).

AU (2021) 'The AfCFTA secretariat and UNDP sign a strategic partnership agreement to promote trade in Africa' (<https://au.int/en/pressreleases/20210329/afcfta-and-undp-sign-strategic-partnership-agreement-promote-trade>).

Banga, K., Gharib, M., Mendezs-Parra, M. and Macleod, J. (2021) 'E-commerce in preferential trade agreements: implications for African firms and the AfCFTA'. ODI Report. London: ODI.

Dawar, K. and Lipimile, G. (2020) 'Africa: harmonising competition policy under the AfCFTA' *Concurrences Review* 2. a93472 242-250. ISSN 1773-9578.

EABC – East African Business Council (2021) 'EABC-PSF chart our policy priorities to ably tap into the EAC common market and AfCFTA' (<https://eabc-online.com/eabc-psf-chart-our-policy-priorities-to-ably-tap-into-the-eac-common-market-and-afcfta/>).

ESCAP-WB – Economic and Social Commission for Asia and the Pacific and World Bank (2017) 'ESCAP-WB Trade Cost Database: explanatory note for users' ([www.unescap.org/sites/default/d8files/Trade%20Cost%20Database%20-%20User%20note.pdf](http://www.unescap.org/sites/default/d8files/Trade%20Cost%20Database%20-%20User%20note.pdf)).

IFC – International Finance Corporation (2018) 'Rwanda Investor Perceptions Survey 2018' (<https://documents1.worldbank.org/curated/en/887761531899148776/pdf/128563-WP-PUBLIC-RwandaInvestorPerceptionsSurveyFinalReport.pdf>).

EAC – East African Community (2021) 'Republic of Rwanda'. EAC Partner States. Accessed 12 October 2021 ([www.eac.int/eac-partner-states](http://www.eac.int/eac-partner-states)).

ESCAP-WB (2017) 'ESCAP-WB Trade Cost Database: explanatory note for users' (<https://www.unescap.org/sites/default/d8files/Trade%20Cost%20Database%20-%20User%20note.pdf>).

IFC – International Finance Corporation (2018) 'Rwanda Investor Perceptions Survey 2018'

(<https://documents1.worldbank.org/curated/en/887761531899148776/pdf/128563-WP-PUBLIC-RwandaInvestorPerceptionsSurveyFinalReport.pdf>)

IMF (2021a) 'World Economic Outlook October 2021'.

IMF (2021b) 'Fourth review of the policy coordination instrument and request of an extension of the policy coordination instrument—press release; staff report; and statement by the executive director for Rwanda' IMF Country Report No. 21/164.

IMF (2021c) 'Third review under the policy coordination instrument—press release; staff report; and statement by the executive director and staff representative for Rwanda'. IMF Country Report 21/1.

Kagina, A. (2022) 'A year later, how has Rwanda, region fared under AfCFTA?' The New Times, 6 January ([www.newtimes.co.rw/news/year-later-how-has-rwanda-region-fared-under-afcfta](http://www.newtimes.co.rw/news/year-later-how-has-rwanda-region-fared-under-afcfta)).

Kagina, A. (2021) 'Rwanda to adopt ECCAS trade tariffs, says Kagame' The New Times, 30 July ([www.newtimes.co.rw/news/rwanda-adopt-eccas-trade-tariffs-says-kagame](http://www.newtimes.co.rw/news/rwanda-adopt-eccas-trade-tariffs-says-kagame)).

Mwai, C. (2021) 'AfCFTA: what are Rwanda's export-ready products?' The New Times ([www.newtimes.co.rw/news/afcfta-what-are-rwandas-export-ready-products](http://www.newtimes.co.rw/news/afcfta-what-are-rwandas-export-ready-products)).

NBR – National Bank of Rwanda (2019) Foreign private capital census ([www.statistics.gov.rw/publication/foreign-private-capital-census-report-2019](http://www.statistics.gov.rw/publication/foreign-private-capital-census-report-2019)).

NBR (2020) *Annual report 2019–2020* ([www.bnr.rw/news-publications/publications/annual-reports/](http://www.bnr.rw/news-publications/publications/annual-reports/)).

NBR (2021) *Annual report 2020–2021* ([www.bnr.rw/news-publications/publications/annual-reports/](http://www.bnr.rw/news-publications/publications/annual-reports/)).

NISR – National Institute of Statistics of Rwanda (2014) 'Socio-cultural characteristics of the population'. Thematic Report. Fourth Population and Housing Census, Rwanda, 2012.

Shinyekwa, I., Bulime, E. and Nattabi, A. (2020) 'African Continental Free Trade Area: the potential revenue, trade and welfare effects for the East African Community'. Research series 153. Kampala, Uganda: Economic Policy Research Centre.

tralac – Trade Law Centre (2021) 'AfCFTA ratification barometer'. Updated 4 October 2021 ([www.tralac.org/documents/resources/infographics/2605-status-of-afcfta-ratification/file.html](http://www.tralac.org/documents/resources/infographics/2605-status-of-afcfta-ratification/file.html)).

UNCTAD – United Nations Conference on Trade and Development (2021)

*World investment report 2021. Investing in sustainable recovery*  
([https://unctad.org/system/files/official-document/wir2021\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/wir2021_en.pdf)).

UNDP – United Nations Development Programme (2021) Human development reports database (<http://hdr.undp.org/en/countries/>).

Uwiringiyimana, C. (2021) 'Rwanda's economy to recover this year, more spending seen – official'. Reuters ([www.reuters.com/world/africa/rwandas-economy-recover-this-year-more-spending-seen-official-2021-05-12/](http://www.reuters.com/world/africa/rwandas-economy-recover-this-year-more-spending-seen-official-2021-05-12/)).

WDI – World Development Indicators (2021) World Bank open data (<https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.LE00.IN>).

World Bank (2020) *The African Continental Free Trade Area: economic and distributional effects*. Washington DC: World Bank.

World Bank (2021a) 'Macro poverty outlook. Country-by-country analysis and projections for the developing world'  
(<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/bae48ff2fefc5a869546775b3f010735-0500062021/related/mpo-ssa.pdf>).

World Bank (2021c) 'The role of the private sector in closing the infrastructure gap' Rwanda Economic Update 17 (June)  
(<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/35970>).

WTO – World Trade Organization (2019) 'Trade policy review: East African Community (EAC)' ([www.wto.org/english/tratop\\_e/tpr\\_e/tp484\\_e.htm](http://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/tp484_e.htm)).